



| | |
|---|--|
| Service acheteur : Plate-forme commissariat ouest (PFC O) Division Achats Publics Bureau Achats de formation Quartier Foch - BP 22 - 35998 - Rennes cedex 9 | SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044 (À utiliser pour la facturation électronique) SIRET PFC O : 130 015 407 00013 (pour information) |
| Service exécutant : Plate-forme commissariat ouest (PFC O) Division Finances - Bureau exécution - Section formation Quartier Foch/BP 22 - 35998 Rennes cedex 9. Code service exécutant (SE) : D0410U5035 (à utiliser pour la facturation électronique) | Comptable assignataire : Direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFIP 29) 4 Square Marc Sangnier - CS 92839 29 228 Brest Cedex 2 ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr – 02.98.80.55.55 |
| <p style="text-align: center;">Points de contact :</p> <p>Procédure – suivi d'exécution : pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr</p> <p>Facturation – paiement : pfc-ouest-dfin-fo.referent.fct@intradef.gouv.fr</p> <p>Technique : esca.grade-restauration.fct@intradef.gouv.fr n° de téléphone 0233929810</p> <p>Médiation – correspondant PME : sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr</p> | |

MARCHÉ PUBLIC

Formation au développement à la capacité créative en cuisine gastronomique au profit du ministère des
Armées
code CPV :80530000-8 - Services de formation professionnelle.

| | |
|---------------------------|--|
| 1 ^{ère} partie : | Clauses techniques particulières |
| 2 ^{ème} partie : | Règlement de la consultation |
| 3 ^{ème} partie : | Clauses administratives particulières |
| 4 ^{ème} partie : | Engagement des parties |
| Annexes : | - 1 : RGPD - 2 : Fiche incident - 3 : cadre de réponse technique |

Références :

- ⇒ procédure : **DAF_2024_001773**
- ⇒ marché¹ : **N°2021 006 2021 XXX** notifié le.....
- ⇒ engagement juridique¹ : **EJ**.....

¹ Références complétées par le service acheteur après notification

1^{ère} partie - Clauses Techniques Particulières

I. OBJET

1.1- Contexte général

Le présent CCTP a pour objet de définir les conditions de mise à disposition d'une formation aux arts culinaires d'un haut niveau technique, au profit du personnel détenteur du Brevet Supérieur (BS) Cuisinier formé à l'Ecole des Spécialités du Commissariat des Armées (ESCA).

1.2- Objectifs de la formation

Durant le temps de formation du BS Cuisinier, la Direction du Personnel de la Marine (DPM) souhaite faire profiter aux élèves d'une formation de perfectionnement de haut niveau, dispensée par une école professionnelle d'arts culinaires à la française.

Cette démarche vise à disposer de nouveaux savoir-faire en matière de techniques culinaires, transmis par des chefs-formateurs d'un haut niveau technique, à élargir et approfondir le champ des compétences et enfin à être initié aux nouvelles tendances culinaires.

1.3- Population concernée

Chaque année, l'ESCA forme et valide au profit de la Marine Nationale du personnel cuisinier BS. L'admission au cours du BS est une reconnaissance des qualités du marin qui lui permet d'entrevoir une progression notable dans l'institution. Ce brevet ouvre notamment l'accès aux emplois de chef d'équipe. Le profil du personnel cuisinier sélectionné par la DPM est celui d'un chef de cuisine de petite brigade, de second de cuisine, de cuisinier autonome affecté sur une petite unité ou encore de cuisinier dit de « haute autorité ». En moyenne, ce personnel est doté de 15 ans d'expérience dans le domaine de la restauration au sein de l'institution.

II. Description de la formation

2.1- Prérequis

Expérience professionnelle – Diplôme :

- Formation du brevet d'aptitude technique de spécialité de cuisinier (BAT CUISI) pour les marins suivant la formation, participant au cours du brevet supérieur cuisinier.

2.2- Localisation de la formation

La formation se déroule au sein de l'ESCA située sur le site militaire de Querqueville à Cherbourg-en-cotentin (Rue du port 50460 Querqueville).

Les Ateliers d'Apprentissage et de Perfectionnement (AAP) sont le lieu adapté au bon déroulement de la prestation. Cette cuisine de la compagnie de formation – Restauration – Hôtellerie – Loisirs de l'école se compose de blocs-cuisine individuels et autonomes, munis de l'ensemble des équipements indispensables à l'apprentissage de la cuisine traditionnelle et gastronomique.

2.3- Contenu de la formation

La formation doit impérativement respecter les objectifs de perfectionnement à des techniques culinaires de haut niveau, assignés dans le paragraphe 1.2.

Le thème du(des) programme(s) doit être défini entre le titulaire et le bénéficiaire selon l'exemple décrit ci-dessous :

« Introduction aux nouvelles tendances culinaires »

- 1- Comprendre l'évolution des tendances alimentaires,
- 2- Comprendre les goûts des consommateurs,
- 3- Découvrir les nouvelles tendances culinaires à travers des travaux pratiques (végétarienne, allégée, sans gluten, bio etc.),
- 4- Découvrir et utiliser les produits associés à ces tendances.

La méthode appliquée doit suivre le modèle chronologique suivant :

- 1- Remise à chaque participant de l'ensemble des fiches techniques des recettes qui seront mises en œuvre pendant la formation,
- 2- Démonstrations et explications techniques par le formateur, suivies d'exercices pratiques individuels,
- 3- Réalisation des recettes par les participants,
- 4- Dégustations et commentaires des produits réalisés.

Le formateur doit fixer des attendus de formation aux élèves, dont certains sont rappelés ci-dessous :

- Demander de l'organisation,
- Faire gagner en rapidité,
- Travailler certains produits avec des règles culinaires à respecter,
- Maîtriser avec précision certaines techniques

Un livret des recettes réalisées sera fourni à chaque stagiaire par le titulaire, un exemplaire sera également transmis au formateur de la compagnie RHL de l'ESCA dans un délai de 5 jours avant le début de la formation en version dématérialisée.

III. Qualifications et expériences des intervenants

3. 1- Profil des intervenants

La formation est assurée par un professionnel disposant de toutes les qualifications et habilitations actualisées nécessaires à la bonne exécution de la formation.

Cet intervenant est issu d'une école des arts culinaires, reconnue pour son excellence.

Il possède une expérience en haute cuisine française, a participé à des concours de renom ou a une reconnaissance en tant que grand chef français ou titre de Meilleur Ouvrier de France.

Les intervenants présentés dans l'offre sont ceux qui dispensent les formations. Le titulaire s'engage à communiquer au bénéficiaire, pour acceptation, le profil de l'intervenant envisagé pour réaliser la prestation au moins quinze jours avant le début d'exécution.

En cas de changement d'intervenants, le remplaçant doit être validé par le bénéficiaire 48H avant le début de la formation. Il doit justifier d'une expérience professionnelle et d'une expertise technique au moins équivalente à celles proposées dans l'offre du titulaire. Si le profil de l'intervenant remplaçant ne correspond pas, il sera fait application de la procédure prévue au cas de récusation (voir article 3.2 du CCTP).

3.2- Récusation du personnel du titulaire par le MINARM

Le remplacement d'intervenants entre eux, pour convenances personnelles, sans accord formel du bénéficiaire ainsi que la présentation d'un intervenant remplaçant qui ne justifie pas d'une expérience professionnelle et d'une expertise technique au moins équivalente à celles proposées dans l'offre du titulaire, sont considérés comme un motif de récusation sans autre justification.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, la personne publique se réserve le droit de récuser le personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à son exécution.

En cas de récusation, le titulaire ne peut prétendre ni à la prolongation du délai d'exécution ni à une quelconque indemnité.

Cette exclusion peut intervenir pendant le déroulement d'une formation ou à son issue.

Lorsque la récusation intervient au cours du déroulement d'une formation, le titulaire en est averti par l'administration par communication téléphonique puis par envoi d'un courriel. Le titulaire a alors obligation de procéder au remplacement de l'intervenant récusé sous 24 heures. Ce remplacement en cours de formation pourra donner lieu à l'application de réfaction sur le prix de la prestation proportionnelle à la durée effective pour réaliser le remplacement. (voir article V du CCAP).

Toute absence d'un intervenant à une formation, sauf cas exceptionnel dûment justifié par le titulaire, est considérée comme un motif de récusation pour toute autre formation à exécuter par le titulaire au titre de l'accord-cadre.

En cas de non-respect des obligations contractuelles par un intervenant, la personne publique peut ainsi exiger l'exclusion de la personne concernée de l'exécution des prestations et le remboursement de l'intégralité des prestations.

IV. Organisation des formations

4.1- Durée et nombre de stagiaires d'une session

D'une durée de 4 jours consécutif (du lundi au jeudi inclus), la formation s'adresse à une section de 12 à 15 élèves présents au cours du Brevet Supérieur Cuisinier.

4.2- Calendrier prévisionnel

La session de formation est programmée à deux reprises sur un cycle scolaire, une première session en septembre et une deuxième en février.

Cette formation doit avoir lieu aux dates communiquées 4 mois à l'avance au titulaire par l'ESCA.

Tout changement de dates sera communiqué par mail au titulaire du contrat par l'ESCA au minimum 3 mois avant la date prévue de la prestation.

Le début des cours est fixé à 07h00 tous les jours.

4.3- Réunion de lancement et programmation de la session

L'ESCA doit convenir d'un rendez-vous avec le titulaire, à minima quatre mois avant la session pour définir la date précise, le programme, les modalités du stage et prendre connaissance des lieux et équipements de l'école.

4.4- Ressources pédagogiques et équipements

Le titulaire est chargé de concevoir le programme, d'établir les fiches techniques (bon d'économat), de passer les commandes de vivres, incluses dans sa prestation, et de les réceptionner ou à défaut de les récupérer auprès du(des) fournisseur(s) pour la livraison sur le site de Querqueville.

Les produits doivent, à moins 50 % :

- bénéficier d'un signe officiel d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO),
- être issus de l'agriculture biologique,
- pour les fruits et les légumes être frais et de saison,
- être issus du commerce équitable,
- ne pas contenir d'ingrédients dont les modes de culture sont responsables de déforestation importée

La réception des vivres utilisés au profit des recettes des deux premières journées de production peut être effectuée par du personnel de l'ESCA le vendredi matin précédent la formation.

Le titulaire bénéficie de l'accès à l'ensemble des équipements des A.A.P (cf. 2.2). Il peut proposer son propre matériel technique en complément, s'il juge ce dernier indispensable à la bonne réalisation des recettes culinaires.

Un formateur cuisinier de l'ESCA sera présent tout au long de la formation pour seconder l'intervenant dans la partie logistique, matérielle et organisationnelle de la formation.

4.5- Logement

L'ESCA est en mesure de loger l'intervenant sur site sous réserve de disponibilité, cette possibilité d'hébergement est soumise à une convention préalable.

V. Evaluations des stagiaires et attestations de stage

5.1- Evaluation des stagiaires

La progression des élèves est évaluée tout au long des 4 journées de formation par l'intervenant, selon une grille de notation fournie par le titulaire. Celle-ci est transmise à l'issu de la formation dans un délai de 5 jours.

5.2- Attestation individuelle de formation

Pour chaque formation, le titulaire fournit, à l'ESCA, une attestation individuelle et d'émargement de suivi de la formation établie en fin de session dans un délai de 5 jours. Elle précise au minimum les éléments suivants :

- Nom et prénom du stagiaire ;
- Date d'entrée en formation ;
- Réussite ou échec à la formation (le cas échéant, cause de l'échec à la formation).

2^{ème} partie – Règlement de la consultation

Marché passé selon une procédure adaptée (article R.2123-1. 3° du code de la commande publique)

| Etapes | Action | Description |
|--------|--|---|
| 1 | <u>Accéder au dossier de consultation</u> | Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). Pas d'envoi papier. |
| 2 | <u>Renseigner sa candidature</u> , au choix | <p>Via le Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié, généré automatiquement au format .xml, à télécharger sur PLACE puis à renseigner à l'aide de l'outil en ligne disponible ici.</p> <p>En cas de groupement, chacun des membres doit fournir un DUME simplifié distinct.</p> <p>Les candidats soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article susvisé. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, ce dernier se réserve le droit d'exclure le(s) candidat(s) concerné(s) de la procédure.</p> <p>Ou via les formulaires DC1 et DC2</p> |
| 3 | <u>Renseigner son offre</u> | <p>Les documents à fournir au titre de l'offre sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le présent document renseigné en 4^{ème} partie ; - le cadre de réponse technique (selon le cadre de réponse transmis en annexe 3) ; - l'attestation d'assurance ; - un RIB. <p>Les documents et informations doivent être rédigés en langue française</p> <p><i>Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ; - en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques. <p><i>En cas de <u>cotraitance (groupement)</u>, la solidarité est exigée, pour l'exécution, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement. Chaque co-traitant présentera une attestation de mandat dûment signée.</i></p> <p><i>La partie IV devra être signée par l'ensemble des entreprises groupées, ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.</i></p> <p><i>En cas de <u>sous-traitance</u>, présentation d'un sous-traitant à l'aide du formulaire DC4 dûment rempli et signé.</i></p> <p>Variantes interdites.</p> <p>Offres valables 120 jours à compter de la date limite de remise de la dernière offre.</p> |
| 4 | <u>Signature</u> | Seul le soumissionnaire retenu est tenu de signer le marché (4 ^{ème} partie). Toutefois, afin d'optimiser les délais de procédure, tout soumissionnaire peut le signer dès le dépôt de l'offre. |
| 5 | <u>Dépôt sur la PLACE</u> | L'ensemble des pièces doit être déposé sur la PLACE avant les date et heure indiquées sur la PLACE , dans un fichier compressé au format ZIP ou équivalent . |
| 6 | <u>Engagement RSE du ministère</u> | <p>Le ministre des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « égalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR).</p> <p>Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site www.achats.defense.gouv.fr.</p> <p>En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du Ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information 5DI/RFI) ainsi que les données essentielles</p> |

| | | | |
|--|--|--|-----------|
| Critère technique Noté sur 60 points | Sous-critère 1 Qualité de la formation, de son contenu et méthode pédagogique | <ul style="list-style-type: none"> • Programme de formation : contenu et découpage, séquençage horaire de la formation, répartition théorique/pratique et études de cas et/ou exercices, pertinence des exercices et cas pratiques. (10 points) • Méthodes et outils pédagogiques proposés par rapport aux objectifs poursuivis (technique d'animation, pertinence et adaptation à la formation et au profil professionnel du stagiaire). (10 points) • Qualité du livret de recettes et des fiches techniques de recettes (complétude, clarté de la fiche). (5 points) • Méthode et outils d'évaluation des prérequis de la formation et des acquis en cours et en fin de formation. (5 points) | Noté / 30 |
| | Sous-critère 2 Qualité du profil des intervenants (note sur 40 points ramenée à 20 points) | <p>Qualité du formateur (note obtenue avec la moyenne des points de chaque formateur) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience en haute cuisine française: 4 points • Participation à des concours de renom: 4 points • Victoire à des concours de renom : 6 points • Demi-finaliste ou finaliste de Meilleur Ouvrier de France : 6 points • Titre de Meilleur Ouvrier de France : 10 points <p>Expérience professionnelle en adéquation avec les domaines d'intervention des formateurs : (Expérience moyenne des formateurs) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moins de 3 ans d'expérience : 1 point • Entre 3 ans et 5 ans d'expériences : 3 points • Au-delà de 5 ans d'expériences : 5 points <p>Expérience dans l'animation de formation pour adulte en présentiel (Expérience moyenne des formateurs)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moins de 3 ans d'expérience : 1 point • Entre 3 ans et 5 ans d'expériences : 3 points • Au-delà de 5 ans d'expériences : 5 points | Noté / 20 |
| | Sous-critère 3 Denrées Alimentaires | <p>Approvisionnement en produits de qualité, de saisons, durables et en produits issus de l'agriculture biologique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • entre 50% et 60% : 2 points • entre 60% et 70% : 4 points • entre 70% et 80% : 6 points • entre 80% et 90% : 8 points • entre 90% et 100% : 10 points | Noté / 10 |
| Critère prix Noté sur 40 points | <p>L'offre la moins disante obtient 40 points. L'offre sera appréciée sur le montant TTC</p> <p>Les autres offres seront notées par application de la formule suivante : (offre la moins disante / offre évaluée) x 40</p> | | Noté / 40 |

Négociation

L'acheteur pourra négocier les deux meilleures offres. Dans ce cas, les autres offres sont éliminées. Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

3^{ème} partie - Clauses Administratives Particulières

I. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

- **Forme et étendue :**

Le marché est un accord-cadre à bons de commande passé en vertu des articles L.2125-1.1°, R.2162-1, R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande. Il est conclu sans minimum et avec un maximum de trois sessions par an

Conformément à l'article R.2122-17 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence portant sur des prestations similaires, dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

- **Durée :** Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconduit tacitement à chaque date anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire.

- Parties prenantes :

⇒ **Acheteur :** L'acheteur agit pour toutes les formalités de notification du marché, de non-reconduction, de modification du marché, de suivi administratif et financier, de règlement amiable des litiges, de résiliation, d'émission des bons de commande. Il agit au profit du bénéficiaire suivant :

- Ecole du Service du Commissariat des Armées (ESCA) *Bureau courrier Régional Maritime*- CC 30 Cherbourg-en-Cotentin cedex 50115 FRANCE

Il est possible d'ajouter de nouveaux bénéficiaires par la formalisation d'un ordre de service établi par la PFC O.

⇒ **Titulaire :** Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

- **Langue :** Toutes les réunions ou correspondances requièrent l'usage du français.

II. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent marché et ses annexes (annexe financière et cadre de réponse technique), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG/FCS est disponible sur le site Internet Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché.

Le code de la commande publique est consultable sur le site Internet Légifrance :

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

- **Bons de commande :** La réalisation de la prestation est subordonnée à la notification, par la PFC O, d'un ou plusieurs bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution, sans prolonger la durée d'exécution du marché de plus de six mois

Chaque bon de commande est adressé au titulaire au plus tard 15 jours avant le début de la prestation, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, et comporte notamment les indications suivantes :

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - la référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) CHORUS figurant en page de garde du marché ; - numéro et date de commande ; - nature de la prestation - date(s) d'exécution de la prestation | <ul style="list-style-type: none"> - lieu(x) d'exécution - prix hors taxe ; - montant de la TVA ; - prix toutes taxes comprises. |
|--|--|

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Annulation ou modification par l'acheteur :

La PFC-O peut annuler un bon de commande, jusqu'à 7 jours avant le début de la prestation. L'annulation donne lieu à indemnités selon le barème suivant :

| Préavis d'annulation (avant le début d'exécution des prestations) | Montant de l'indemnité (en pourcentage du montant HT du bon de commande) |
|--|---|
| Au plus tard 7 jours | 0% |
| De 6 jours inclus à 4 jours inclus | 10% |
| De 3 jours inclus à 1 jour inclus | 15% |
| Moins de 24 heures | 20% |

Le bénéficiaire doit informer le titulaire de tout changement intervenant dans le nombre de places réservées pour un stage de formation ayant fait l'objet d'un bon de commande. Un modificatif du bon de commande est adressé au titulaire.

En cas d'absence imprévisible, lors d'une session, d'un ou plusieurs stagiaires ayant reçu une convocation, la prestation est facturée par le titulaire en concordance avec le bon de commande.

Annulation ou modification par le titulaire :

Annulation :

Si le titulaire ne peut maintenir la prestation aux dates fixées dans le bon de commande et qu'il n'est pas en mesure de la reporter sous un délai maximum de 1 mois, il doit en informer le bénéficiaire désigné sur le bon de commande dans les meilleurs délais au plus tard 15 jours calendaires avant la date de début de la prestation.

En cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourt la pénalité correspondante, indiquée à l'article V du présent document.

En cas d'annulations récurrentes qui ne relèvent pas de cas de force majeure de la part du titulaire, l'accord-cadre peut-être résilié aux torts du titulaire.

Modification :

Si le titulaire ne peut maintenir la prestation aux dates fixées initialement dans le bon de commande mais qu'il est en mesure de l'effectuer sous un délai maximum de 1 mois, il doit impérativement proposer au bénéficiaire une autre date de réalisation dans les 7 jours à compter de la réception du bon de commande initial. Un modificatif du bon de commande est adressé au titulaire

III. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par l'acheteur et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement. La validité de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) correspond à la durée initiale du marché. En cas de reconduction du marché, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

IV. RESPONSABILITÉ - SÉCURITÉ

Conditions d'accès :

Les prestations étant à exécuter dans des lieux où des mesures de sécurité s'appliquent en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, le titulaire doit observer les dispositions particulières que le bénéficiaire lui a fait communiquer.

Sur demande de l'administration et préalablement à la notification de l'accord cadre, l'attributaire doit fournir, dans un délai de quinze jours avant la formation, la liste nominative des personnels susceptibles d'intervenir pour la réalisation des prestations (intervenants et remplaçants).

Ces renseignements sont nécessaires pour la réalisation de l'enquête de sécurité les concernant.

Le titulaire sera tenu de remplacer les intervenants faisant l'objet d'un avis autre que favorable avec un profil répondant aux mêmes compétences que l'intervenant à remplacer, sur demande de l'acheteur.

Les modifications pouvant intervenir dans la composition du personnel doivent être portées à la connaissance de l'administration dès survenance.

Les prestations du présent accord-cadre ne pourront en aucun cas débiter avant obtention de l'autorisation notifiée par l'administration.

Protection des données à caractère personnel – particularités applicables aux militaires

Le titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter le dispositif de l'article 117 de la loi du 3 juin 2016 applicable au traitement de données à caractère personnel de militaires (DCPM) et, en particulier, les articles L.4123-9-1 et R4123-45 et suivants du code de la défense. Pour rappel, les DCPM sont l'association de données à caractère personnel relative à la mention de la qualité de militaire à des données qui permettent l'identification de la personne, telles que le nom et le prénom.

Au titre de ce dispositif, il appartient au titulaire de communiquer à la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) le nom et les coordonnées de son responsable de traitement des données (RTD), autrement dit, la personne physique du titulaire de l'accord-cadre ayant un accès direct ou la possibilité d'un tel accès aux DCPM.

En outre, le personnel du titulaire de l'accord-cadre peut faire l'objet d'une enquête administrative visée par le code de la défense, pendant toute l'exécution du présent accord-cadre.

Le RTD s'engage notamment à :

- a) Informer la DRSD de l'existence d'un traitement comportant des DCPM.
- b) Informer les personnes accédant aux DCPM de la possibilité de faire l'objet d'une enquête administrative.
- c) Refuser dans les plus brefs délais aux personnes l'accès aux données dans le cas où une enquête révélerait une menace pour la sécurité dudit traitement.
- d) Notifier dans les plus brefs délais la DRSD (par tout moyen) en cas de divulgation ou d'accès non autorisé aux données.

NB : l'information, par le titulaire de l'accord-cadre à la DRSD, de l'existence d'un traitement de données comportant des DCPM s'opère en complétant un formulaire prévu à cet effet disponible sur le site internet de la DRSD et en l'envoyant à l'adresse mail suivante : drsd-dcpm-declaration.accueil.fct@intradef.gouv.fr

Tout manquement à la présente clause peut entraîner la résiliation de plein droit du présent accord-cadre.

Informatique et libertés :

Dans le cas où le titulaire est amené à utiliser ou à créer des fichiers informatiques nominatifs, il s'engage à respecter toutes les dispositions de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée. Le titulaire s'engage également à faire application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel, et notamment du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « Règlement Général sur la Protection des Données » : RGPD). À ce titre, il prend notamment toutes les dispositions pour que lui-même, ses préposés et ses sous-traitants respectent ladite loi et ses textes d'application. (annexe 1)

- **Assurance** : le titulaire doit pouvoir justifier, durant toute l'exécution du marché, qu'il est titulaire d'une assurance "responsabilité civile de chef d'entreprise" pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché.
- **Attestations fiscales et sociales**: le titulaire doit fournir ou mettre à disposition, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de son exécution, les documents inscrits aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code de travail en respectant les dispositions de l'article D 8222-8 de ce même code, ainsi qu'une attestation de régularité fiscale. Le titulaire est dispensé de cette formalité si l'acheteur peut accéder aux données gratuitement via un espace numérique.

L'attestation de régularité fiscale peut être demandée :

- au service des impôts des entreprises (SIE) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (en utilisant le formulaire n°3666) ;
- en ligne sur impots.gouv.fr pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (délivrance en temps réel).

Certification des entreprises suite à l'exécution des marchés et accords-cadres

Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).

Le Ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du Ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités pour retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire

V. MODALITÉS DE CONTRÔLE D'EXÉCUTION

Constatation de l'exécution des prestations : Par dérogation aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS, les opérations de vérifications destinées à constater que les prestations répondent aux exigences du marché sont réalisées par le bénéficiaire.

Service fait : La PFC Ouest peut décider de mettre en œuvre la procédure de service fait présumé. Cette procédure permet, lors de la liquidation de la facture, de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique, sans préjudice des stipulations du marché relatives à l'admission des prestations. Si, postérieurement au paiement, il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite (courrier ou courriel) de la PFC Ouest, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures suivantes. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à la personne publique. Lorsque la procédure de remboursement prévue ne peut être mise en œuvre, la personne publique émet un ordre de recouvrement (titre de perception) à l'encontre du titulaire.

Le recours à la procédure de service fait présumé demeure réversible. La PFC Ouest peut, à tout moment, en décider la suspension, notamment en cas de difficultés d'exécution graves et/ou répétées, et conditionner les paiements à la constatation effective du service fait par le bénéficiaire.

Incidents : Les incidents constatés dans l'exécution du marché seront mentionnés sur la fiche incident visée de manière contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire (annexe 2 au présent marché) et transmise à l'acheteur (pfc-ouest-dap-bma-cem.charge-soutien.fct@intradef.gouv.fr) afin d'effectuer les éventuels calculs de réfaction ou de pénalité.

Pénalité Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG/FCS, si le titulaire n'exécute pas la prestation dans le délai contractuel (ou à la date fixée dans le bon de commande), il encourt une pénalité fixée comme suit :

| FAIT DECLENCHEUR | PENALITES |
|--|--|
| non-respect des délais pour le remplacement d'un intervenant en cours de formation ou pour récusation | 1000€ par jour de retard |
| Non-respect du délai de fourniture des livrets de recettes au format dématérialisée | 50€ par jour de retard |
| Non-respect du délai de transmission des feuilles d'émargement, d'évaluation, attestation de formation | 50€ par jour de retard |
| Annulation du titulaire moins de 15 jours avant la date de session planifiée | 10% du montant HT de la prestation considérée |
| annulation du titulaire moins de 48 heures avant la date de session planifiée | 30% du montant HT de la prestation considérée. |

La pénalité est appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fait l'objet d'un titre de perception.

Réfections : Lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être entièrement conformes, peuvent néanmoins être admises, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées peut être appliquée y compris en cas de récusation en cours de session de formation. La réfaction sera appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception.

Défaillance du titulaire : Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement la prestation. En cas de défaillance, le titulaire est mis en demeure, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours. Passé ce délai, il peut être fait application par l'acheteur de l'article 45 du CCAG/FCS (exécution aux frais et risques du titulaire).

VI. MODALITÉS FINANCIÈRES

Contenu et forme des prix : le marché est conclu à prix unitaires. Ils comprennent:

- la documentation technique et pédagogique;
- tous les frais généraux, charges sociales ;
- les frais d'assurance et de garanties ;
- les impôts, taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
- les frais de déplacement
- L'achat de matière première
- La fourniture des produits alimentaires

Dans tous les cas, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix, établis en euros à l'unité réglementaire (deux décimales) toutes taxes comprises, figurent au bordereau de prix (4^{ème} partie du marché).

Avance : Sans objet

Révision des prix : les prix sont réputés établis selon les conditions économiques à la date limite de dépôts des offres finales. La révision de prix est effectuée à l'initiative du titulaire de l'accord-cadre. Celui-ci s'engage à faire parvenir à la PFC O, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision d'appliquer la révision de prix. En cas de révision, le nouveau prix de règlement ne pourra être appliqué qu'après accord du RPA.

La révision s'effectue une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché par référence à l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs

(ICTrev-TS), soutien (NAF rév. 2 section N) Base 100 en décembre 2008 (réf. n° 001565196) et à l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français (In) – CPF 10.85 – Plats préparés Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – (réf. n° 010764087) relevés sur le site www.indices.insee.fr de l'INSEE.

Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

$P = P0 (0,70 (ICTrev-TS / ICTrev-TS0) + 0,30 (In / Io))$ dans laquelle

P = prix révisé hors TVA.

P0 = prix de l'offre hors TVA.

ICTrev-TS = valeur du dernier indice définitif connu à la date anniversaire de notification du marché.

ICTrev-TS0 = valeur de ce même indice diffusé au titre du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de l'offre finale

In = valeur du dernier indice définitif connu à la date anniversaire de notification du marché

Io = valeur de ce même indice diffusé au titre du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de l'offre finale

Toutefois, en l'absence d'envoi de la révision du prix par le titulaire dans un délai de 2 mois à compter de la date d'anniversaire de l'accord-cadre, les prix ne seront pas révisés pour l'année à venir et aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

Dématérialisation des factures : Le titulaire effectue l'envoi de ses factures en version dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel un kit de communication et de raccordement technique est disponible.

Contenu des factures : Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes (en l'absence des mentions demandées, la facture est rejetée) :

- | | |
|--|--|
| - la classification de l'entreprise PME/PMI/TPE, le cas échéant ; | (engagement juridique) figurant sur la page de garde du marché ; |
| - le numéro de service exécutant : « D0410U5035 » ; | - le numéro d'engagement du bon de commande, le cas échéant ; |
| - la domiciliation des paiements telle qu'elle figure à l'engagement des parties ; | - le montant total hors taxes (HT) ; |
| - le service bénéficiaire et l'adresse complète du lieu d'exécution ; | - le montant total toutes taxes comprises (TTC) ; |
| - la référence interne correspondant au n°EJ | - le numéro SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044. |

Règlement du marché : Le mode de règlement est le mandat administratif par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué en 4^{ème} partie du marché (engagement des parties). Les sous-traitants directs du titulaire, qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés directement pour la partie du marché dont ils assurent l'exécution, lorsque que le montant de leurs contrats de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC. Le règlement des sommes dues s'effectue après exécution complète des prestations et indépendamment de la constatation du service fait, ce dernier étant présumé.

Délai global de paiement : Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans un délai de trente jours suivant la date de réception de la demande de paiement par le service exécutant.

Intérêts moratoires : Le défaut de paiement dans le délai réglementaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

Clause de réexamen : Le présent marché peut faire l'objet, conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, de modifications formalisée par un ordre de service ou un avenant, dans les conditions et selon les modalités définies ci-après :

- de changement de personne ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- de changement de raison sociale, dénomination ou forme juridique sous laquelle le titulaire exerce ;
- de changement de ses coordonnées postales ou bancaires ;
- de façon générale, pour apporter toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre ;
- d'évolution de la formation du présent accord-cadre, que ce soit sur le contenu ou sur la durée dans la limite de deux (2) jours en plus ou en moins.

En cas de circonstances imprévisibles modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties pourront convenir des évolutions contractuelles par avenant, dans le cadre de l'article R2194-5 du code de la commande publique et selon les modalités précisées à l'article 25 du CCAG/FCS.

Nantissement – cession de créance : l'acheteur délivre sur demande du titulaire et sans frais les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance sera directement notifiée par l'établissement cessionnaire au comptable assignataire.

VII. LITIGES - DIFFÉRENDS

Règlement amiable des différends : Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation adressé au service acheteur conformément à l'article 46 du CCAG/FCS (point de contact : sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr). Si le différend persiste, l'acheteur et le titulaire privilégient le recours à un comité consultatif de règlement amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage. Le titulaire peut notamment saisir le médiateur des entreprises du ministère des armées. Point de contact : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr (09 88 68 19 25 ou 0 800 02 71 27).

Contentieux : En cas de contentieux, le droit français est seul applicable. En cas d'échec des tentatives de règlement amiable, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer l'acheteur et le titulaire, même si ce dernier est étranger.

Résiliation : Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de décision ministérielle, de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché, l'acheteur est fondé à résilier le marché pour motif d'intérêt général, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

VIII. DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article II. Pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article V. Modalités de contrôle d'exécution / constatation de l'exécution des prestations déroge aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS.

L'article V. Modalités de contrôle d'exécution / pénalités pour retard déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

L'article VII. Litiges-différends / résiliation déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

4^{ème} partie – Engagement des parties

I. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

1.4-I.1. Identification et engagement du titulaire

☐ Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public et conformément à leurs clauses, le signataire

Nom commercial :

Dénomination sociale :

Adresse établissement et adresse siège social (si différente) :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone :

Numéro SIRET :

☐ s'engage, ☐ sur la base de son offre et pour son propre compte ;
☐ pour le compte du groupement identifié au I.2. ;

☐ à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document.

I.2. Identification du groupement *(Uniquement en cas de groupement d'opérateurs économiques.)*

I.2.1 Identification des membres du groupement et mandat

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire
 En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire

Par leur signature ci-après, les membres du groupement, donnent mandat au mandataire identifié au I.1, qui l'accepte :

- pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public.

| Désignation des membres du groupement <i>nom commercial</i> <i>dénomination sociale</i> <i>adresses établissement et siège social (si différente de celle de l'établissement),</i> <i>adresse électronique</i> <i>numéros de téléphone numéro SIRET</i> | Nom, prénom et qualité du signataire | Lieu et date de signature + Signature |
|---|---|--|
| | | |
| | | |
| | | |

I.2.2. En cas de groupement conjoint, répartition des prestations

| Membre du groupement <i>nom commercial</i> <i>dénomination sociale</i> | Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint | |
|---|---|--------------------------------------|
| | Nature de la prestation | Montant € HT de la prestation |
| | | |
| | | |
| | | |

I.3. Compte (s) à créditer (Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

- ☐ Nom de l'établissement bancaire :
- ☐ Numéro de compte :

I.4. Avance ([article R. 2191-3](#) du code de la commande publique) Sans Objet

Signature du marché public par le titulaire individuel ou le mandataire du groupement :
(Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente)

II. ATTRIBUTION

Le commissaire général de 2^{ème} classe Marc LEMOINE,
directeur de la plate-forme commissariat Ouest de Rennes,
attribue :

- ☐ le marché formation au développement à la capacité créative en cuisine gastronomique au profit du ministère des Armées
- ☐ à l'opérateur économique identifié au I.1

A Rennes, le

Signature